



DOSSIER DE PRESSE

Conflit syrien :
état des lieux
dix ans après
le début du conflit



**handicap
international**
humanité & inclusion

« Il faudra des générations pour reconstruire une Syrie dévastée ».

EMMANUEL SAUVAGE, DIRECTEUR DE LA RÉDUCTION DE LA VIOLENCE ARMÉE DE HANDICAP INTERNATIONAL.

Alors que les équipes de Handicap International sont présentes auprès des réfugiés syriens depuis le début de la crise, elles mesurent l'immensité des destructions et des besoins des populations.

Selon Emmanuel Sauvage, directeur de la réduction de la violence armée de Handicap International : « Lorsque nous pourrons parler de reconstruction du pays, il faudra l'envisager sous un angle multiple : déminage bien sûr, reconstruction des villes dévastées, mais également des soins à long terme pour les blessés, accompagnement des traumatismes psychologiques, restauration des relations entre les communautés qui ont pu s'affronter... Une chose est certaine, cela va prendre du temps. Je pense qu'il faudra des générations pour reconstruire ce pays dévasté ».

En 10 ans de conflit, la population syrienne a été sévèrement touchée. Traumatisée, blessée, déplacée et paupérisée, elle est la première victime des violences de la crise. Très souvent sans revenus et sans domicile, des milliers de familles dépendent toujours de l'aide huma-

nitaire. La diversité des armes explosives qui polluent les sols de la Syrie, ajoutée à la destruction des infrastructures vitales (écoles, hôpitaux, réseaux d'eau ou d'électricité...) seront un obstacle majeur à la reconstruction du pays, une fois le conflit terminé.

D'expérience, les équipes de Handicap International savent qu'une telle reconstruction prend du temps car elle est multifactorielle. Au Laos par exemple, 45 ans après la fin des combats, il faut encore déminer le territoire. En Bosnie-Herzégovine, la reconstruction du pays est également passée par la restauration du lien social entre les différentes communautés, brisé par les conflits.

Afin de permettre cette reconstruction il est important de donner au pays et aux associations, qui travaillent auprès des populations syriennes, les moyens d'agir. Handicap International appelle les États à poursuivre leurs engagements sur le long terme tout en répondant à la très grande diversité des besoins humanitaires de la population. ■

2021 | 10 ANS DE CONFLITS EN CHIFFRES

**11,1
MILLIONS**

de personnes auraient besoin d'assistance dans le pays¹, dont près de 5 millions d'enfants.

**80 %
DES BÂTIMENTS**

ont été rasés durant la bataille de Raqqa en 2017².

**5,6
MILLIONS**

de personnes³ ont trouvé refuge dans les pays voisins comme le Liban, la Jordanie, l'Irak, l'Égypte ou encore la Turquie.

**6,7
MILLIONS**

de personnes sont déplacées à l'intérieur de la Syrie⁴.

**87 524
PERSONNES**

ont été tuées et blessées par des armes explosives entre 2011 et 2019, dont 85 % étaient des civils⁵.

**11,5
MILLIONS**

de personnes vivent actuellement dans des zones contaminées par des restes explosifs.

Chronologie du conflit et de l'action de Handicap International



2011-12

En mars 2011 ont lieu les premières manifestations inspirées du Printemps arabe.

Fin 2011, les combats se multiplient, marqués par la bataille de Homs, puis d'Alep en juin 2012.

Plusieurs groupes armés s'immiscent peu à peu dans le conflit. Présente depuis janvier 2012 aux côtés des populations syriennes, Handicap International a déployé une réponse d'urgence dans les pays frontaliers de la Syrie (Jordanie et Liban). Les équipes sur le terrain dispensent des soins de réadaptation d'urgence et des séances d'éducatives aux risques liés aux armes et restes explosifs de guerre.

Dès le mois de juin, 37 000 personnes bénéficient du soutien direct de l'association.

2013

En deux ans et demi, le bilan s'élève déjà à près de 100 000 morts et plus de 2 millions de réfugiés dans les pays limitrophes. Face à l'intensité de la crise syrienne, Handicap International développe des projets qui font appel à tous ses domaines d'expertises : appareillage, suivi des blessés, identification des plus vulnérables, distributions alimentaires ou de kit d'hygiène ou encore éducation aux risques.

Plus de 72 000 personnes ont déjà bénéficié de l'aide de Handicap International depuis le début de la crise.

2014

Durant l'année 2014, les impacts régionaux du conflit augmentent avec de nouveaux flux de populations qui cherchent refuge en Turquie, en Jordanie, au Liban et en Irak.

Le nombre de blessés est estimé à plus de 570 000 personnes.

Une enquête de Handicap International auprès des personnes déplacées en Syrie révèle que 60 % des personnes blessées interrogées ont été victimes d'armes explosives.

2015

Le conflit syrien a déjà causé la mort de plus de 190 000 personnes. 1 million de personnes ont été blessées lors des affrontements et des bombardements, et parmi eux des dizaines de milliers ont besoin de prothèses et de soins de réadaptation. Entre décembre 2012 et mars 2015, sur 78 000 incidents liés aux armes enregistrés, 84 % ont été causés par l'utilisation d'armes explosives et 75 % d'entre eux ont eu lieu dans des zones densément peuplées⁷. **Les civils syriens représentent alors plus de 50 % des décès causés par les armes explosives depuis le début du conflit en Syrie.**

2019-20

L'incursion turque dans le nord de la Syrie relance un cycle de violence pour les populations de cette région.

Plus de 900 000 personnes – principalement des femmes et des enfants - sont déplacées par l'escalade de violence à Idlib, au nord-ouest de la Syrie, depuis décembre 2019.

C'est le déplacement de personnes le plus important depuis le début de la crise syrienne.

Parallèlement, l'épidémie de Covid-19 frappe durement les populations : le système de santé syrien, particulièrement fragilisé par les bombardements, ne peut faire face seul au nombre toujours plus grand de malades.

Depuis le début de la crise, 1,8 millions⁶ de personnes ont bénéficié de l'intervention de Handicap International.



2016-17

Alors que la fin 2016, marque la chute de la ville d'Alep, près de 4 millions de réfugiés vivent dans des camps des pays limitrophes dans lesquels les équipes de Handicap International sont déployées.

Depuis 2012, 6 000 personnes ont été appareillées par Handicap International dans le contexte de la crise syrienne et 79 000 aides à la mobilité et matériel ont été distribués.

2018

Les bombardements et combats dans le sud-ouest de la Syrie provoquent le déplacement de nombreux civils,

créant une forte pression aux frontières de la Jordanie notamment, qui accueille déjà plus de 666 000 réfugiés syriens en 2018.

Depuis le début de la crise 800 000 personnes ont bénéficié de l'intervention de Handicap International.

6. Jusqu'en décembre 2020. Certains bénéficiaires ont pu être compté plusieurs fois, s'ils ont bénéficié de différents programmes

7. Etude menée par Handicap International entre décembre 2012 et mars 2015 sur les types d'armes utilisés en Syrie.



Une crise humanitaire sans précédent : la population syrienne déplacée, un avenir mutilé

DEPUIS 2011, PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION SYRIENNE, A ÉTÉ DÉPLACÉE À CAUSE DE LA VIOLENCE DU CONFLIT.

6,7 millions de syriens⁸ sont déplacés à l'intérieur de la Syrie, vivant parfois dans des conditions très difficiles. Alors que les infrastructures essentielles et l'économie syrienne sont détruites, 80 % des Syriens vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté.

5,6 millions⁹ de personnes sont réfugiés dans les pays limitrophes : au Liban, en Jordanie, en Egypte, en Irak ou encore en Turquie. Après 10 ans de conflits qui leur ont volé leurs foyers, leurs biens, leurs emplois, les réfugiés syriens n'ont aucune certitude de pouvoir retrouver leur vie d'avant.

UNE POPULATION TERRORISÉE, DES BLESSURES LOURDEMENT INVALIDANTES

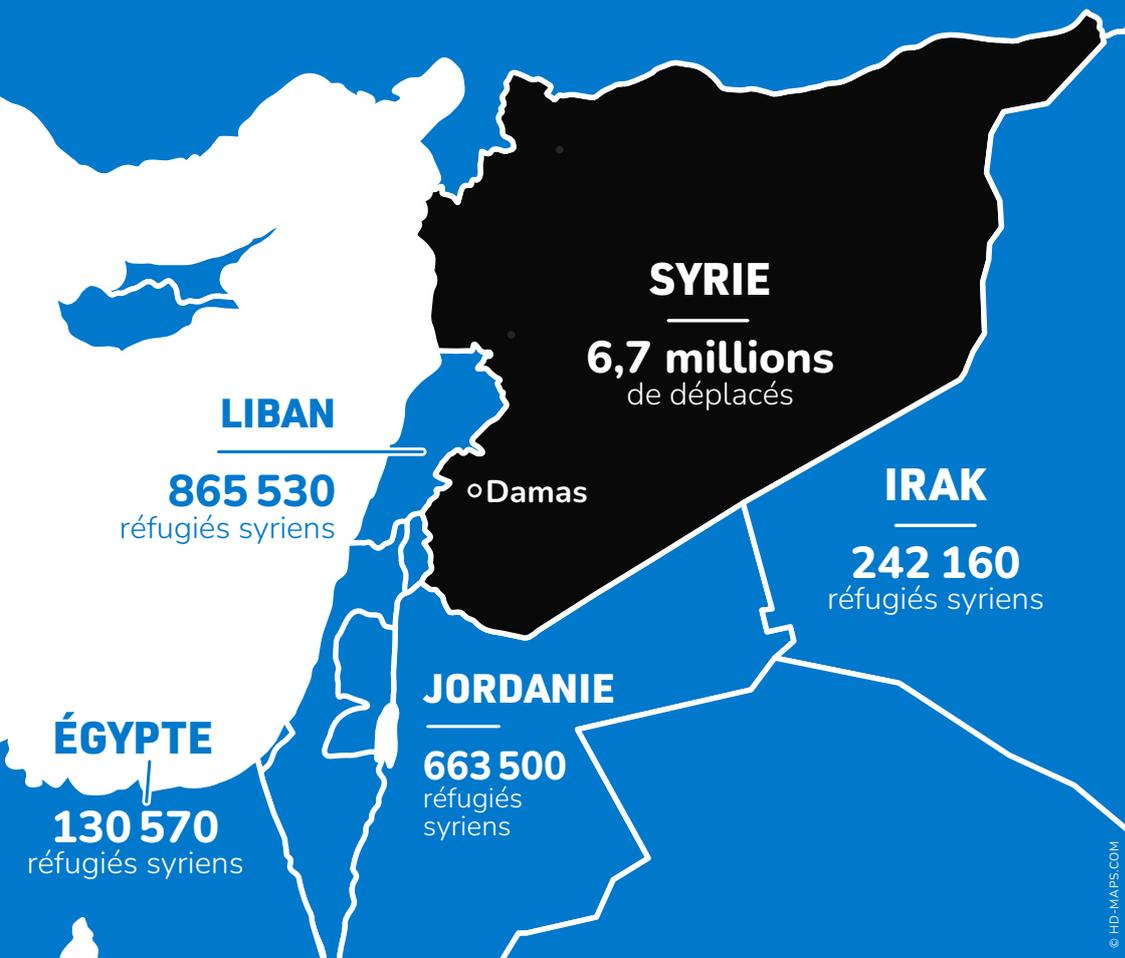
Tirs de mortier, de roquettes, de missiles, d'engins explosifs improvisés, « bombes-barils » larguées par hélicoptère, bombes à sous-munitions..., 10 ans que la Syrie est dévastée par les armes explosives.

Entre 2011 et 2019, 87 524 personnes ont été tuées ou blessées par des armes explosives en Syrie. 85 % de ces victimes étaient des civils et 91 % des morts et blessures se sont produites dans des zones peuplées⁹.

Lorsqu'elles ne tuent pas, les armes explosives brisent la vie de milliers de civils et de leurs familles : dans une étude de Handicap International, sur un échantillon de victimes, 53 % présentaient des blessures causées par l'utilisation d'armes explosives¹⁰. Ces blessures sont par ailleurs bien souvent permanentes : amputation d'un membre, lésion de la moelle épinière ou lésion cérébrale par exemple¹¹. De plus, l'impact psychologique est particulièrement lourd : 80 % des personnes blessées par des armes explosives ont exprimé des signes de détresse psychologique¹⁰. ■

⁸unocha.org | ⁹aoav.org | ¹⁰Rapport « La Syrie, un avenir mutilé » publié par Humanity & Inclusion en mai 2016 est basé sur une analyse effectuée entre juin 2013 et décembre 2015 sur un échantillon de 25 000 bénéficiaires déplacés en Syrie ou cherchant refuge en Jordanie et au Liban. | ¹¹reliefweb.int

TURQUIE | 3,6 millions
de réfugiés syriens



Carte de la population syrienne déplacée

Plus de la moitié
de la population syrienne est déplacée

5,6 millions
de Syriens sont des réfugiés¹²

12.NB : nombre de personnes ayant le statut de réfugiés délivrés par le UNHCR

© HD-MAPS.COM

Réfugiés & Covid-19

Des millions de réfugiés en Jordanie, au Liban, en Irak et dans d'autres pays voisins vivent en dessous du seuil de pauvreté et leur situation s'est profondément aggravée depuis la pandémie de Covid-19. La crise économique au Liban a encore aggravé la situation des familles qui y cherchent refuge par exemple. Les restrictions dans les pays d'accueil compromettent la capacité des Syriens à se faire soigner en dehors des heures de couvre-feu par crainte d'être arrêtés par les forces de sécurité.

Par ailleurs, les prix des produits de base augmentent, ce qui rend les réfugiés syriens particulièrement vulnérables aux effets directs et indirects de la Covid-19.

Un système de santé en péril

Alors que les ONG ont récemment constaté une augmentation alarmante des cas de Covid-19 dans le nord de la Syrie, Handicap International alerte sur l'incapacité des systèmes de santé à faire face seuls au virus. On estime que seuls 53 % des hôpitaux sont fonctionnels en Syrie¹³. Selon les projections, entre 40 et 50 % de la population du nord-est de la Syrie aura probablement été infectée par le Covid-19 d'ici la fin mai 2021. Ainsi, alors que la demande de soins de santé est plus importante que jamais, l'accès aux soins est considérablement réduit. Handicap International rappelle donc que la communauté internationale doit garantir un accès sûr aux populations syriennes.

13.Organisation mondiale de la santé (OMS), Whole of Syria consolidated Health Resources and Services Availability Monitoring System (HeRAMS), Q4 2019.



Des centaines de milliers de déplacés à l'avenir incertain

Liban

Le Liban accueille actuellement le plus grand nombre de réfugiés par habitant au monde, soit plus d'un quart de sa population¹⁴. Or, les conséquences de la crise syrienne exercent une pression sans précédent sur l'économie, les services publics et les infrastructures du Liban.

Contraints de fuir leur pays lourdement touché par les armes explosives, les réfugiés syriens vivent parfois dans des conditions difficiles : sans accès à l'eau, aux services de base et entièrement dépendants de l'action humanitaire dans des camps le plus souvent informels. Beaucoup de personnes ayant trouvé refuge au Liban n'ont pas le droit d'y vivre légalement, les forçant à vivre cachées sous peine d'arrestation arbitraire, de détention, et d'expulsion vers la Syrie.



HANDICAP INTERNATIONAL AU LIBAN

Les équipes de Handicap International sont présentes auprès des réfugiés syriens depuis le début de la crise, favorisant l'inclusion des personnes les plus vulnérables.

L'association leur fournit une aide médicale, un soutien psychologique et psychosocial, et vise à améliorer les conditions de vie de ses personnes : distribution de kits d'hygiène dans le contexte de la crise de la Covid-19, distribution alimentaire, etc.

14. World Food Programme, Assessing the Impact of the Economic and COVID-19 Crises in Lebanon, June 2020

Jordanie

Plus de 650 000 réfugiés syriens vivent actuellement en Jordanie¹⁵. Environ 80 % d'entre eux vivent en dehors des camps, quand le reste est réparti essentiellement dans les camps de Za'atari et d'Azraq¹⁵.

La population syrienne en Jordanie vit dans conditions très difficiles : avec des moyens financiers très limités et peu ou pas d'accès à un emploi stable, des familles entières peinent à couvrir leurs besoins. On estime que 93 % des réfugiés syriens vivent en dessous du seuil de pauvreté¹⁵.

15.unhcr.org

HANDICAP INTERNATIONAL EN JORDANIE

Depuis l'été 2012, Handicap International travaille aux côtés des réfugiés syriens et des personnes vulnérables en Jordanie, dont les personnes handicapées. L'association fournit des services de réadaptation aux personnes handicapées ou blessées pendant le conflit syrien qui ont fui vers la Jordanie. À ce jour, environ 200 000 réfugiés syriens ont bénéficié des programmes de Handicap International dans le pays.

Irak

L'Irak accueille près de 250 000 réfugiés syriens. Ces derniers vivent dans des conditions difficiles : les abris de fortune ne protègent pas la population des conditions climatiques parfois difficiles (inondations entre autres) et beaucoup de réfugiés syriens vivent sous le seuil de pauvreté.

Seuls 39 % des réfugiés syriens vivent dans des camps, les 61 % restants tentent de survivre dans les zones urbaines du pays¹⁶. La pandémie de la Covid-19 est donc venue s'ajouter à une situation déjà préoccupante : le pays a vu son taux de pauvreté augmenter de presque 10 %, le propulsant à 34 % pour l'année 2020 selon le Ministère des Affaires Sociales¹⁷. De plus, la promiscuité ainsi que les difficultés liées à l'assainissement rendent presque impossible le respect des gestes barrières dans les camps de réfugiés.

16.UNHCR Iraq Syrian refugees statistics - Decembre 2020 | 17.rfi.fr

HANDICAP INTERNATIONAL EN IRAK

De juin 2014 à 2018, Handicap International a fourni une aide d'urgence aux réfugiés syriens en Irak. Les équipes ont apporté un soutien médical et psychosocial aux personnes les plus vulnérables dans les camps de réfugiés notamment. De la réadaptation physique au soutien psychosocial en passant par la distribution alimentaire ou de kit d'hygiène par exemple, la réponse de l'association face à la crise syrienne dans le pays s'est fondée sur plusieurs champs d'expertises.

Un pays martyr dévasté par les armes explosives

Interview d'Emmanuel Sauvage Directeur de la réduction de la violence armée de Handicap International



DIVERSITÉ ET ÉTENDUE DES ARMES EXPLOSIVES QUI POLLUENT LE TERRITOIRE, INFRASTRUCTURES ET VILLES DÉTRUITES PAR LES BOMBARDEMENTS INCESSANTS, POPULATION SYRIENNE DÉPLACÉE, TRAUMATISÉE, BLESSÉE ET PAUPÉRISÉE... ALORS QUE LES COMBATS CONTINUENT, LE TRAVAIL DE RECONSTRUCTION DE LA SYRIE S'ANNONCE COLOSSAL.

QUELLE EST LA SPÉCIFICITÉ DE LA CONTAMINATION PAR EXPLOSIFS NON EXPLOSÉS EN SYRIE ?

La Syrie est un cas à part en matière de contamination pour 2 raisons : la première réside dans la très grande variété d'armes utilisées. Après 10 ans de conflit, tout le spectre des armes explosives contamine le sol syrien : bombes non explosées, restes de bombes explosées, armes improvisées, mines improvisées, pièges explosifs... La deuxième réside dans le type de zones touchées. On remarque que les zones urbaines ou périurbaines sont les plus touchées. C'est donc dans les villes que l'on peut retrouver la plus grande diversité d'armes explo-

sives, or nous savons d'expérience qu'il est particulièrement ardu de déminer les zones urbaines. Dans des villes comme Raqqa, qui a été détruite à 80 % par exemple, les gravas jonchent le sol, se mêlant aux explosifs non explosés et aux pièges explosifs laissés par les belligérants. Alors que l'on sait qu'au Laos, 45 ans après la guerre du Vietnam, on continue à déminer les sols, je pense que ce n'est pas être pessimiste que de dire qu'il faudra au moins deux générations pour déminer la Syrie.

« Je pense qu'il faudra des générations pour reconstruire une Syrie dévastée ».

QUELS SONT LES OBSTACLES DU DÉMINAGE EN SYRIE AUJOURD'HUI ?

La diversité des armes explosives utilisées dans le conflit syrien entraîne un déminage plus complexe que sur d'autres territoires. Chaque type d'armes explosives a son fonctionnement propre : on ne neutralise pas une mine improvisée de la même manière qu'une bombe non explosée par exemple. Ce qui signifie qu'il y a besoin de déployer du personnel expert en fonction des types d'armes explosives présentes dans le sol. Or, comme on retrouve toutes les armes explosives dans le sol syrien, il faut beaucoup plus de personnels formés à certains types précis d'armes. Par ailleurs, le déminage en zones urbaines ou en zones peuplées est particulièrement long et complexe. Dans les villes, lorsque tous les bâtiments ou infrastructures ont été détruits, cela implique que la contamination n'est plus seulement en surface mais également en volume. **Dans certaines villes syriennes nous pourrions presque compter la contamination en mètres cubes aujourd'hui en raison des mille feuilles de gravats et de restes explosifs qui polluent les sols.** Donc c'est très délicat. Cela demande des moyens spécifiques, des professionnels formés à ce type de contamination et beaucoup de précautions pour le déblaiement, et la reconstruction des villes.

QUAND ON PARLE DE « RECONSTRUCTION », DE QUOI PARLE-T-ON EXACTEMENT ?

La reconstruction commence bien évidemment par le déminage. La communauté internationale doit se mobiliser pour permettre aux populations syriennes de vivre loin des risques des armes explosives.

Quand on sait qu'actuellement 11,5 millions de personnes sur une population totale de 17 millions, sont exposés aux risques de ces armes, le déminage est un axe prioritaire de la reconstruction du pays.

Ensuite, intervient la reconstruction à proprement parler qui passe par différentes étapes interdépendantes : la reconstruction des infrastructures et des logements, la reconstruction de l'économie mais également la reconstruction du lien entre les différentes communautés qui a largement été fragilisé pendant ces 10 ans de conflit. D'expérience, nous savons que le défi est immense. En Bosnie-Herzégovine, dans les débuts des années 2000, nous avons constaté qu'en plus de déminer, il nous fallait reconstruire un tissu social fragilisé par la guerre et de renouer le dialogue entre les communautés pour envisager une paix à long terme. Les actions de déminage nous ont permis de rassembler les populations autour d'un problème, autour de risques communs, et de relancer des discussions et des initiatives collectives. Un premier pas pour atténuer les tensions liées au conflit. Il faut également penser la reconstruction des personnes. Les populations syriennes ont vécu l'horreur, il est nécessaire de les accompagner tant sur le plan physique que psychologique. Les traumatismes physiques comme les amputations, les lésions cérébrales ou de la moelle épinière, mais aussi les traumatismes psychologiques demandent une prise en charge spécifique, sans laquelle la reconstruction des personnes est impossible.

C'est donc pour toutes ces raisons qu'on parle de décennies de travail auprès des populations. Je pense qu'il faudra des générations pour reconstruire la Syrie. ■

3 familles d'armes explosives à bannir des villes

PÉRIMÈTRE DE DESTRUCTION ÉTENDU

Comprend l'ensemble des armes dont la puissance destructrice à l'impact dépasse par nature la cible et menace de détruire des infrastructures vitales.



Bombes baril

Une bombe baril est un engin explosif improvisé qui consiste en un baril rempli d'explosifs, de gaz, de combustible et de ferraille.

Longueur : 90 cm | Diamètre : 60 cm | Poids : 900 kg | Portée : variable

IMPRÉCISION INHÉRENTE À L'ARME

Comprend toutes les armes disposant d'un système de lancement indirect et imprécis.



Mortier

Le mortier est une pièce d'artillerie à tube court à fort calibre dont les projectiles, par leur trajectoire parabolique, peuvent atteindre des objectifs masqués ou enterrés.

Longueur : 155 cm | Diamètre : 8,1 cm | Poids : 17 kg | Portée : 3100 m

DISPERSION DE MULTIPLES MUNITIONS

Comprend tous les systèmes d'armement capables de disperser plusieurs munitions à la fois, et ayant la capacité de couvrir une très grande surface.



Roquette Grad 2000 ou « Orgues de Staline »

La roquette Grad (grèle) est utilisée dans un lance-roquettes au sol ou installée sur un véhicule de combat pouvant lancer jusqu'à 40 roquettes non guidées en moins de 20 secs.

Longueur : 287,5 cm | Diamètre : 12,2 cm | Poids : 66 kg | Portée : 40 Km

Notre combat pour une déclaration politique contre l'usage des armes explosives en zones peuplées

STOPPER LES PRATIQUES BARBARES QUI SÉVISSENT EN SYRIE

Les catastrophes qui se succèdent depuis 10 ans en Syrie illustrent les effets à long terme dramatiques de l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Bombarder les civils ce n'est pas la guerre, c'est un crime.

Le processus diplomatique visant à parvenir à une déclaration politique internationale contre l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées a débuté en octobre 2019. À ce jour, plus de 70 États ont participé à la rédaction de la Déclaration politique internationale. Ce projet en est à sa phase finale de négociation. Les États, les agences des Nations unies, les organisations internationales et la société civile ont repris le processus diplomatique en février 2021, avec un dernier cycle de négociations prévu au printemps prochain. **L'accord international devrait être proposé aux États pour approbation à l'été 2021.**

UN PAS EN AVANT, TROIS PAS EN ARRIÈRE : LA POSITION FRANÇAISE FREINE L'AMBITION D'UN PROCESSUS HISTORIQUE

La France participe activement au processus diplomatique en cours, et est devenue l'un des États moteurs dans les discussions sur le sujet. Depuis le lancement des négociations diplomatiques fin 2019, Handicap International dénonce pourtant la posture française qui risque d'affaiblir le texte en le vidant de sa substance.

Le gouvernement français a fait évoluer sa position depuis le début du processus, en s'engageant notamment à améliorer le cadre existant, comprenant notamment doctrine, règles d'engagements, processus de ciblage et formation, et à contribuer à un meilleur partage des « bonnes pratiques ». Toutefois, celle-ci reste problématique pour deux raisons.

Si la France propose d'améliorer le cadre existant, elle persiste en même temps à prétendre que l'usage indiscriminé des armes explosives est le cœur du problème. Or, cet « usage indiscriminé », à savoir cibler délibé-

rément les civils et leurs infrastructures est déjà strictement prohibé par les Conventions de Genève : c'est un crime de guerre. La volonté française de se borner à répéter le texte existant ne peut pourtant occulter cette terrible vérité : depuis 10 ans, lorsque des armes explosives sont utilisées en zones peuplées, 90 % des victimes sont des civils¹⁷. ONG, ONU, CICR et experts militaires ont minutieusement démontré le caractère systémique des effets dévastateurs causés par l'utilisation d'armes à large rayon d'impact dans les villes et les zones peuplées. **Ce que la France ne veut pas reconnaître, c'est que même lorsqu'elles sont dirigées contre une cible militaire, ces armes présentent un risque systémique d'effets indiscriminés ou disproportionnés de par leur seule utilisation en zones peuplées.** Des villes comme Raqqa ou Mossoul, aujourd'hui presque entièrement détruites par les bombardements, sont bel et bien la preuve que le problème n'est pas tant l'usage indiscriminé de ces armes explosives que le simple fait qu'elles soient utilisées dans des zones où les dommages collatéraux seront systématiquement disproportionnés.

La seconde raison tient au langage proposé par la France, ainsi que ses partenaires de l'OTAN, qui atténue profondément la portée de ce texte. En insistant sur un langage qui minimise systématiquement l'ampleur de la menace que représentent pour les civils ces armes à large impact en zones urbaines, réduisant leurs conséquences humanitaires à l'état de probabilité, la France va à l'encontre des réalités humanitaires. En utilisant un langage minimisant ou relativisant cet impact, elle risque de faire perdurer un statu quo intenable pour les civils, faisant des bombardements urbains la norme et non l'exception. Alors même qu'elle a signé et ratifié la grande majorité des traités et déclarations œuvrant à une meilleure protection des civils depuis 20 ans, la France joue de façon incompréhensible un jeu de dupe qui risque de vider la Déclaration de son impact historique. Plus grave, en tenant cette position, la France s'oppose frontalement aux recommandations du Comité International de la Croix Rouge et de l'Organisation des Nations unies qui font de la limitation de l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées la condition sine qua non et indispensable pour protéger les civils. ■

¹⁷aoav.org

An aerial photograph showing a city in a state of complete ruin. The ground is covered in a thick layer of grey concrete rubble and debris. In the background, the skeletal remains of several multi-story buildings are visible, with some structural elements still standing but heavily damaged. Several workers wearing yellow safety vests and hard hats are scattered across the site, some standing near a large excavator in the center. The scene is one of significant destruction and devastation.

« De nombreuses armes et munitions utilisées aujourd’hui au cœur des villes ont été conçues à l’origine pour des champs de bataille ouverts. La disproportion des bombardements et la puissance des armes utilisées rendent toute distinction entre cible militaire et population quasi-impossible. Quand on constate que ces bombardements font 90 % de victimes civiles, il est indécent de parler encore de dommages collatéraux ! »

Explique Baptiste Chapuis, Responsable plaidoyer de Handicap International

CONTACT PRESSE

Audrey JANVIER
06 98 65 63 94 | a.janvier@hi.org

SUIVEZ-NOUS SUR

Facebook | Twitter | Instagram | LinkedIn

EN SAVOIR PLUS

handicap-international.fr/Syrie10ansdeguerre

#Syrie

#10ans

#StopBombing



PORTE-PAROLE



Lucile
PAPON

Lucile Papon a presque 20 ans d'expérience chez Handicap International. Elle a commencé au sein de l'association comme directrice des programmes dans les Balkans, puis en Sierra Leone et au Cambodge. Elle a ensuite dirigé le Desk Afrique de l'Est et Australe pendant 6 ans. En 2016, elle devient directrice régionale Handicap International pour les programmes au Moyen-Orient. Elle est depuis septembre 2020 spécialiste référente sur les questions de protection des bénéficiaires contre les abus, l'exploitation et du harcèlement pour l'ensemble du mouvement Handicap International.



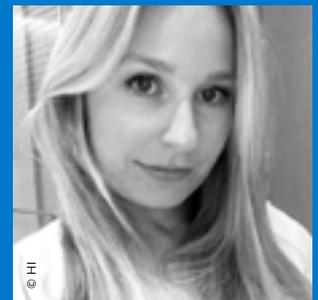
Federico
DESSI

Federico Dessi est un professionnel de l'humanitaire et du développement qui a 15 ans d'expérience en Afrique et au Moyen-Orient. Il travaille sur les réponses humanitaires à la crise syrienne et irakienne depuis 2012. Federico gère la réponse de Handicap International à la crise syrienne depuis 2016, et depuis octobre 2020, il est le directeur du programme Moyen-Orient de Handicap International, qui couvre la Jordanie, le Liban, la Palestine et l'Égypte.



Caroline
DUCONSEILLE

Caroline Duconseille travaille chez Handicap International depuis 2006. Elle débute sa carrière au sein de l'association en tant que coordinatrice des programmes puis directrice des programmes en Côte d'Ivoire, avant d'occuper le poste de directrice des programmes du Burundi, puis du Togo. Depuis 2017, elle occupe le poste de responsable pays au Liban, où elle coordonne notamment les programmes auprès des réfugiés syriens.



Rosanna
ROSENGREN-KLITGAARD

Rosanna Rosengren-Klitgaard est la directrice des programmes Handicap International en Jordanie. Spécialiste de l'humanitaire avec huit ans d'expérience dans la coordination de programmes de développement pour le compte d'ONG internationales en Afrique et au Moyen-Orient, elle est basée depuis 2015 en Jordanie. Elle concentre son travail sur la coordination des programmes humanitaires visant à renforcer la résilience des réfugiés syriens et des communautés d'accueil vulnérables en Jordanie.